

Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Comptes rendus économique,
de la révision stratégique des
programmes et financier

Premier trimestre 2018–2019

**Comptes rendus économique, de la révision stratégique des programmes et financier
Premier trimestre 2018–2019**

Publié par :

Conseil du Trésor et Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Juillet 2018

Traduction :

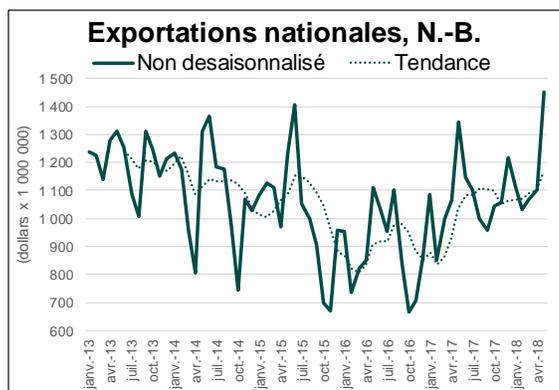
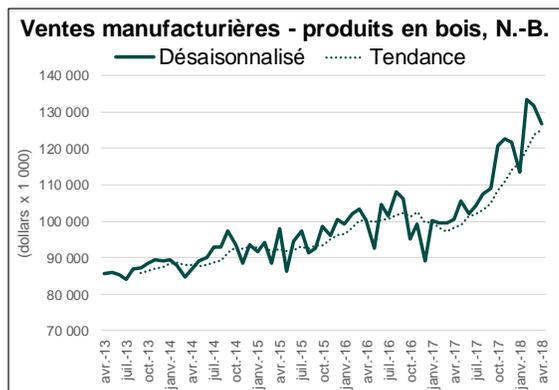
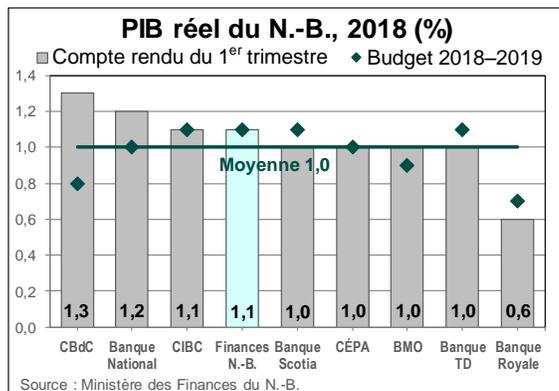
Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1882-3



Pensez à recycler!

Compte rendu économique de 2018



	2016	2017	2018 P
PIB réel	1,2	1,9	1,1
Dépenses de consommation finale des ménages	2,7	3,2 *	2,4
Revenu primaire des ménages	3,9	2,8 *	2,5
Emploi	-0,1	0,4	0,2
Taux de chômage (%)	9,5	8,1	8,2
Indice des prix à la consommation	2,2	2,3	2,0

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.
P = Prédiction, * = Estimation
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 11 juillet 2018

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique mondiale de 3,9 % en 2018. Une situation financière mondiale propice et des changements apportés à la politique fiscale des États-Unis (É.-U.) devraient favoriser cette croissance.

- Le produit intérieur brut (PIB) réel des É.-U. a augmenté à un taux annuel de 2,0 % au premier trimestre de 2018, à la suite d'une hausse de 2,9 % au trimestre précédent. Le FMI prévoit une croissance de 2,9 %.

- La Banque du Canada s'attend à ce que la croissance ralentisse pour passer à 2,0 % puisque la réduction des dépenses des ménages compense les gains au chapitre des investissements et des exportations des entreprises.

- Le ministère des Finances projette une hausse du PIB réel pour le Nouveau-Brunswick de 1,1 % en 2018, ce qui reste inchangé par rapport aux prévisions du budget de 2018-2019. Cette projection correspond au consensus des prévisionnistes du secteur privé qui ont établi le taux de croissance à 1,0 %.

- Les conditions du marché de l'emploi s'améliorent pour la province. L'emploi est en hausse de 0,7 % depuis le début de l'année, avec des gains dans le secteur de la production des biens ainsi que celui des services.

- Malgré l'incertitude commerciale avec les États-Unis, les exportations nationales du Nouveau-Brunswick ont augmenté de 7,9 % par rapport aux niveaux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux gains réalisés par les produits énergétiques ainsi que les produits chimiques, du plastique et du caoutchouc de base et industriels.

- Les ventes du secteur de la fabrication sont en hausse de 9,5 % depuis le début de l'année grâce aux gains réalisés dans l'industrie des biens non durables et l'industrie des biens durables. La fabrication des produits en bois reste un point fort, affichant une croissance de 27,4 %.

- La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 3,1 % depuis le début de l'année. Elle est légèrement supérieure au taux de croissance national qui est de 3,0 %.

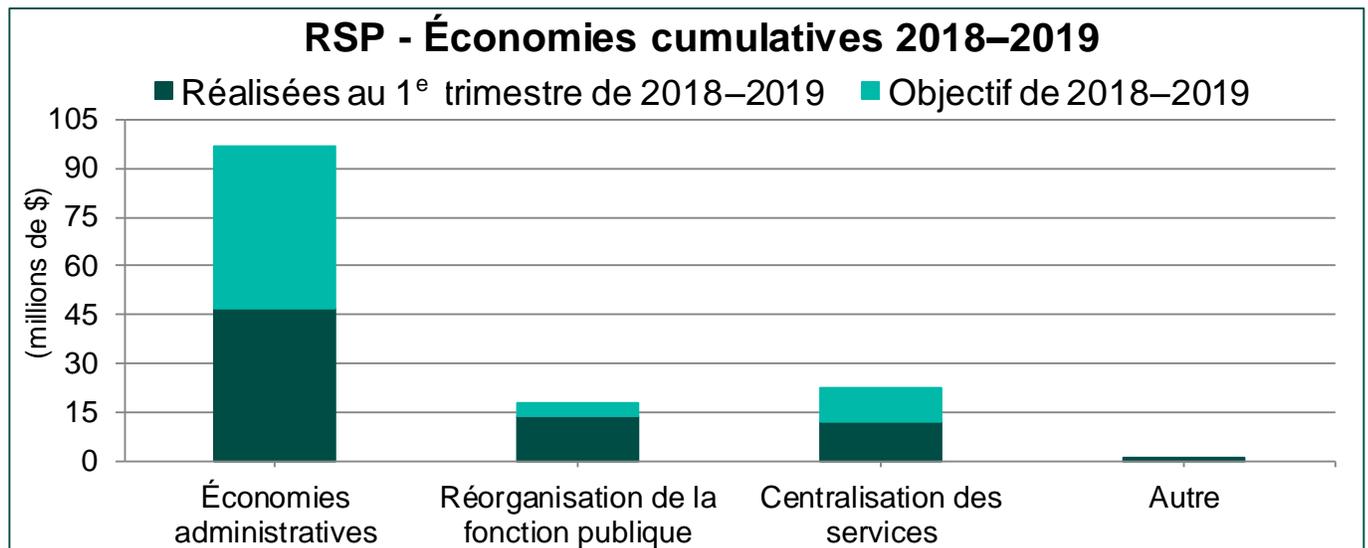
- L'inflation des prix à la consommation dans la province s'est établie à 2,3 % depuis le début de l'année, ce qui est légèrement supérieur au taux national de 2,2 %.

Compte rendu de la révision stratégique des programmes

- La révision stratégique des programmes (RSP) était un processus inclusif et transparent grâce auquel nous avons sollicité les commentaires du public afin d'aider à trouver les économies et les recettes dans le but d'éliminer le déficit de la province.
- Selon les données du premier trimestre, les économies cumulées prévues d'ici le 31 mars 2019 s'élèveront à environ 221 millions de dollars. D'autres économies seront réalisées au fur et à mesure que les projets seront mis en œuvre.
- Le gouvernement est sur la bonne voie pour réaliser 82,4 % des économies cumulées de 268 millions de dollars qu'il vise pour l'exercice financier 2018–2019. Les écarts importants sont notamment les suivants :
 - Élimination de l'allocation de retraite pour les unités de négociation (18 millions de dollars en moins) : le gouvernement n'a pas le pouvoir constitutionnel d'éliminer cet avantage de façon unilatérale. Son mandat de négociation comprend plutôt des dispositions qui lui permettent d'offrir des augmentations supplémentaires de salaire en échange de l'élimination de cet avantage. Plusieurs syndicats ont accepté cette offre. Les grandes unités de négociation ont choisi toutefois de maintenir l'avantage en négociant des ententes contractuelles.
 - Centralisation des services communs (14,4 millions de dollars en moins) : principalement dû à une double prise en compte des économies liées à l'approvisionnement au sein des initiatives du processus de RSP.
 - Éducation et Développement de la petite enfance (8,1 millions de dollars en moins) : le Nouveau-Brunswick a accueilli le plus grand nombre de réfugiés syriens par habitant parmi toutes les provinces. Par conséquent, la population étudiante est plus élevée que prévu et un nombre plus grand que prévu d'enseignants a été engagé en prévision des retraites.
- D'ici 2020, la révision stratégique des programmes devrait rapporter 296 millions de dollars en réduction des dépenses et 293 millions de dollars en mesures productrices de recettes, soit un montant total de 589 millions de dollars.

Révision stratégique des programmes – Prévisions du premier trimestre (en milliers de dollars)

Initiatives axées sur les économies	Réalisations à ce jour (2018–2019)	Objectif pour 2018–2019	Prévisions pour 2018–2019	Objectif pour 2020–2021	Prévisions pour 2020–2021
Économies (2015–2016)	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$
Économies administratives	46 602 \$	96 706 \$	63 550 \$	102 145 \$	102 145 \$
Réorganisation de la fonction publique	14 026 \$	20 959 \$	23 278 \$	24 959 \$	24 959 \$
Centralisation des services	11 801 \$	34 525 \$	18 446 \$	52 125 \$	52 125 \$
Autre	813 \$	1 262 \$	922 \$	1 262 \$	1 262 \$
Total	188 442 \$	268 652 \$	221 396 \$	295 691 \$	295 691 \$



- **Économies administratives** : Voici certains des projets : administration du mandat fiscal municipal (2 millions de dollars), élimination du partage des recettes municipales provenant des amendes (1,5 million de dollars), normalisation des processus budgétaires (1,4 million de dollars) et conformité avec la politique de jours/lits vacants (800 000 \$). Grâce à des gains d'efficacité généraux réalisés au chapitre de l'administration, au moyen de mesures qui ont permis d'avoir le nombre idéal de lignes téléphoniques, d'ordinateurs et d'abonnements, et grâce à l'amélioration continue des processus, des économies de 41 millions de dollars ont été générées.
- **Réorganisation de la fonction publique** : Voici certains des projets : réforme du ministère des Transports et de l'Infrastructure (10,3 millions de dollars) et redimensionnement de la fonction publique, notamment au moyen de la combinaison de postes et de l'élimination des postes qui n'étaient pas nécessaires (3,6 millions de dollars).
- **Centralisation des services** : Voici certains des projets : centralisation des services communs au sein de Service Nouveau-Brunswick (9,8 millions de dollars), consolidation des services de laboratoire (600 000 \$), centralisation des services du registre foncier (400 000 \$) et des services des ressources humaines (300 000 \$).
- **Autre** : Voici certains des projets : fermetures de centre d'information aux visiteurs (195 000 \$) et application des lois sur les véhicules hors route (150 000 \$).

Compte rendu financier de 2018–2019

D'après l'information du premier trimestre, il y a un déficit projeté de 187,4 millions de dollars pour 2018–2019. Il s'agit d'une amélioration de 1,3 millions de dollars par rapport au déficit budgété de 188,7 millions de dollars.

Bilan financier du premier trimestre			
(en millions de dollars)	Budget de 2018–2019	Prévision du premier trimestre de 2018–2019	Écart par rapport au budget
Recettes	9 427,3	9 505,7	78,5
Charges	9 616,0	9 693,1	77,1
Excédent (Déficit)	(188,7)	(187,4)	1,3

Selon les prévisions, la dette nette augmentera de 385,4 millions de dollars, et elle devrait atteindre 14,5 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2019.

Recettes :

Les recettes dépassent de 78,5 millions de dollars les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 60,2 millions de dollars essentiellement en raison des recouvrements prévus au titre du programme d'aide financière en cas de catastrophe et le nouveau projet pilote sur les aînés en santé.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers sont en hausse de 20 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires en raison d'une assiette prévisionnelle renforcée.
- Les ventes de biens et de services affichent une hausse de 5 millions de dollars attribuable surtout à la hausse des prévisions des recettes tirées des redevances au titre du recouvrement des régies régionales de la santé et du ministère de la Santé, contrebalancées par divers autres comptes dans les ministères.
- Les recettes des organismes de services spéciaux ont diminué de 5,4 millions de dollars surtout en raison de l'échéancier des projets réalisés.
- Les recettes en capital sont en baisse de 4,1 millions de dollars en raison de la diminution des recouvrements aux termes du Nouveau Fonds Chantiers Canada.
- Les recettes provenant de la taxe sur le tabac sont en base de 4 millions de dollars en raison de volumes de ventes moins élevés.
- Les recettes provenant du cannabis ont diminué de 3,9 millions de dollars pour tenir compte de la date de légalisation du 17 octobre 2018. Cela comprend les réductions dans les prévisions concernant les droits sur le cannabis prévus, ainsi que dans les recettes tirées de la Société de gestion du cannabis, et le Fonds d'éducation et de sensibilisation en matière de cannabis.

Charges :

Il est prévu que le total des dépenses s'élèvera à 77,1 millions de dollars de plus que les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique assume des charges supplémentaires de 51,9 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont surtout attribuables aux dépenses engagées au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe principalement associées aux inondations printanières de 2018. Ces charges sont en grande partie compensées par des recouvrements du gouvernement fédéral.
- Le ministère du Développement social assume des charges supplémentaires de 36,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues à l'augmentation des coûts du programme de Secrétariat du vieillissement (compensés par des recettes fédérales du projet pilote sur les aînés en santé) et les coûts élevés du Programme de soutien aux personnes ayant un handicap.

- Les comptes à but spécial assument des charges supplémentaires de 15,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues surtout à la réaffectation de divers projets du budget d'immobilisations au Fonds pour les changements climatiques. Cela est en partie compensé par les charges plus faibles inscrites au compte du capital.
- D'autres organismes assument des charges supplémentaires de 4,9 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues surtout à des dépenses accrues associées à plusieurs entités consolidées (compensées par une hausse des recettes).
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail assume des charges supplémentaires de 4,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont principalement attribuables aux dépenses supplémentaires du Programme d'aide financière aux étudiants.
- Les comptes des organismes de services spéciaux assument des charges supplémentaires de 3,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont attribuables aux charges supplémentaires associées à divers programmes fédéraux-provinciaux.
- Les charges d'amortissement ont diminué de 3,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires en raison de retards dans la mise en œuvre de différents projets.
- Les charges du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance ont diminué de 5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires principalement en raison de charges plus faibles que prévu dans le Programme de développement de la petite enfance.
- Le service de la dette est inférieur de 10 millions de dollars en raison des revenus en intérêts plus élevés.
- Les charges du gouvernement général sont inférieures de 15,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires principalement en raison des provisions pour les crédits supplémentaires ainsi que des pensions et des avantages sociaux des employés.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMPTE RENDU FINANCIER
Milliers
\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes			
Compte ordinaire.....	8 946 303	9 033 020	86 717
Compte de capital.....	48 264	44 121	(4 143)
Compte à but spécial.....	117 289	118 526	1 237
Organismes de services spéciaux.....	124 198	118 848	(5 350)
Gains du fonds d'amortissement.....	191 200	191 200	0
Recettes totales.....	9 427 254	9 505 715	78 461
Charges			
Compte ordinaire.....	8 773 358	8 840 815	67 457
Compte de capital.....	153 502	147 967	(5 535)
Compte à but spécial.....	86 099	101 305	15 206
Organismes de services spéciaux.....	117 635	120 844	3 209
Amortissement des immobilisations corporelles....	485 398	482 173	(3 225)
Charges totales.....	9 615 992	9 693 104	77 112
Excédent (Déficit).....	<u>(188 738)</u>	<u>(187 389)</u>	<u>1 349</u>

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(14 099 847)	(14 099 847)	0
Changements durant l'exercice			
Excédent (Déficit).....	(188 738)	(187 389)	1 349
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(668 993)	(680 199)	(11 206)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	<u>485 398</u>	<u>482 173</u>	<u>(3 225)</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(372 333)	(385 415)	(13 082)
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	<u>(14 472 180)</u>	<u>(14 485 262)</u>	<u>(13 082)</u>

ANNEXE A

RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Taxes et impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 682 000	1 702 000	20 000
Impôt sur le revenu des sociétés.....	311 800	311 800	0
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1 900	1 900	0
Impôt foncier provincial.....	514 750	514 750	0
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit...	1 492 500	1 492 500	0
Taxe sur l'essence et les carburants.....	248 600	248 600	0
Taxe sur le tabac.....	156 000	152 000	(4 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	500	500	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	57 600	59 600	2 000
Taxe sur le transfert de biens réels.....	25 000	28 000	3 000
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	0
Droit sur le cannabis.....	6 000	3 600	(2 400)
Pénalités et intérêts.....	13 000	13 000	0
Total partiel - taxes et impôts.....	4 536 650	4 555 250	18 600
Produits de placements.....	264 235	263 451	(784)
Licences et permis.....	158 479	160 900	2 421
Vente de biens et services.....	448 125	453 155	5 030
Redevances.....	69 730	69 730	0
Recettes des organismes.....	160 900	161 100	200
Amendes et peines.....	6 804	6 804	0
Recettes diverses.....	91 578	92 598	1 020
Total - recettes de provenance interne.....	5 736 501	5 762 988	26 487
Subventions inconditionnelles – Canada			
Paiements de péréquation.....	1 873 898	1 873 898	0
Transfert canadien en matière de santé.....	791 900	791 900	0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	290 600	290 600	0
Autres.....	1 866	1 866	0
Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....	2 958 264	2 958 264	0
Subventions conditionnelles – Canada.....	266 466	326 696	60 230
Total - subventions du Canada.....	3 224 730	3 284 960	60 230
Total partiel.....	8 961 231	9 047 948	86 717
Opérations intercomptes.....	(14 928)	(14 928)	0
Recettes au compte ordinaire.....	8 946 303	9 033 020	86 717

ANNEXE B

CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget	%
MINISTÈRE				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	37 196	38 696	1 500	4,0 %
Assemblée législative.....	30 717	30 717	0	0,0 %
Autres organismes.....	386 108	390 997	4 889	1,3 %
Bureau du Conseil exécutif.....	12 546	12 521	(25)	-0,2 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	20 256	20 256	0	0,0 %
Conseil du Trésor.....	16 342	16 267	(75)	-0,5 %
Développement de l'énergie et des ressources.....	101 820	102 820	1 000	1,0 %
Développement social.....	1 194 547	1 231 147	36 600	3,1 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 258 007	1 253 007	(5 000)	-0,4 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	644 758	649 006	4 248	0,7 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	142 035	142 505	470	0,3 %
Finances.....	10 797	10 797	0	0,0 %
Gouvernement général.....	792 547	777 055	(15 492)	-2,0 %
Justice et Sécurité publique.....	231 885	283 749	51 864	22,4 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	47 186	45 492	(1 694)	-3,6 %
Santé.....	2 753 351	2 753 351	0	0,0 %
Service de la dette publique.....	675 000	665 000	(10 000)	-1,5 %
Société de développement régional.....	70 148	70 148	0	0,0 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	62 633	62 693	60	0,1 %
Transports et Infrastructure.....	307 404	307 404	0	0,0 %
Total partiel.....	8 796 881	8 865 226	68 345	0,8 %
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(7 195)	(8 083)	(888)	12,3 %
Opérations intercomptes.....	(16 328)	(16 328)	0	0,0 %
Charges au compte ordinaire.....	8 773 358	8 840 815	67 457	0,8 %

ANNEXE C

DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Investissements en capital ordinaires			
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	1 800	1 800	0
Assemblée législative.....	50	50	0
Développement de l'énergie et des ressources.....	4 220	3 020	(1 200)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	59 387	60 008	621
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	6 251	6 251	0
Environnement et Gouvernements locaux.....	1 000	1 000	0
Justice et Sécurité publique.....	3 215	3 215	0
Santé.....	96 892	108 606	11 714
Société de développement régional.....	28 255	28 255	0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	2 100	4 600	2 500
Transports et Infrastructure.....	374 348	390 670	16 322
Investissements en capital ordinaires.....	577 518	607 475	29 957
Initiative en matière d'infrastructure stratégique			
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	500	500	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	40 166	31 403	(8 763)
Société de développement régional.....	49 200	53 231	4 031
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	7 995	8 435	440
Transports et Infrastructure.....	32 022	31 717	(305)
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	20 250	0	(20 250)
Initiative en matière d'infrastructure stratégique.....	150 133	125 286	(24 847)
Canada 150			
Édifice du Centenaire.....	10 000	15 500	5 500
Île Ministers.....	2 495	2 495	0
Institut de Memramcook Institute.....	10 000	10 000	0
Musée du Nouveau-Brunswick.....	6 000	3 900	(2 100)
Investissements dans le cadre de l'initiative Canada 150.....	28 495	31 895	3 400
Foyers de soins (sans but lucratif).....	12 000	12 000	0
Recouvrements			
Transports et Infrastructure.....	41 690	37 405	(4 285)
Autres ministères.....	5 464	6 022	558
Recouvrements.....	47 154	43 427	(3 727)
Total - Dépenses en capital.....	815 300	820 083	4 783
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(661 798)	(672 116)	(10 318)
Dépenses au compte de capital.....	153 502	147 967	(5 535)

Remarque : certains projets d'immobilisations, qui portent notamment sur l'amélioration du rendement énergétique et l'énergie renouvelable, figurent dans le Fonds pour les changements climatiques.

ANNEXE D

FONDS POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Milliers

\$

	2018–2019 Budget	2018–2019 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes			
Recettes.....	37 400	37 400	0
Dépenses			
Secrétariat des changements climatiques.....	1 601	1 601	0
Programme d'efficacité énergétique pour les propriétaires à faible revenu.....	2 000	2 000	0
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	20 250	20 250	0
Projets du ministère des Transports et de l'Infrastructure.....	3 140	3 140	0
Projets de la Société de développement régional.....	6 603	6 969	366
Total - Dépenses	33 594	33 960	366
Fonds disponibles pour les investissements à venir.....	3 806	3 440	(366)

Il y a eu retraitement du budget de 2018–2019 pour inclure les dépenses indiquées dans le budget de capital.